

Critiques des doctrines néo-libérales

Autor(en): **Kappeler, Beat**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse**

Band (Jahr): **77 (1985)**

Heft 6

PDF erstellt am: **23.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-386236>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Critique des doctrines néo-libérales

par Beat Kappeler, secrétaire de l'Union syndicale suisse

Le succès des doctrines néo-libérales est le résultat de trois facteurs combinés, à savoir une situation de crise, un désarroi provenant des idées et des politiques du dernier demi-siècle et la fascination qu'exercent des solutions fondamentalistes, ancrées dans des convictions de tout le monde et de tous les jours.

Les fondements

Les grands ténors du néo-libéralisme retournent à certaines idées fondamentales introduites dans la pensée économique à la fin du siècle des lumières par Adam Smith, le fondateur du dogme:

- La société n'est que la somme des individus. Il n'y a pas de «fait social» du fait de leur interaction, de leur coopération. L'individu se comporte en «homo oeconomicus», cherchant à maximiser son plaisir et sa richesse par des choix rationnels.
- Tous les agents économiques obéissent à des impératifs micro-économiques, ils réagissent donc au niveau d'une entreprise. Les grands courants économiques (production, distribution, prix, plein-emploi des ressources, du capital investi et du travail) en sont le résultat.
- Les marchés, si on leur laisse toute liberté, actionnent ces flux économiques au mieux, «par une main invisible» qui résulte du goût du lucre de tout un chacun et d'une parfaite transparence. Les agents économiques sont atomisés et ne peuvent pas forcer la main d'autrui. Ne comptent que l'offre et la demande.

Le dogme est affiné par des successeurs dans le sens que la plus grande richesse résulte de ce processus pour la société et pour le particulier. Cette théorie du non-interventionnisme fut secouée par plusieurs crises au XIX^e siècle, par des situations sociales intolérables forçant les gouvernements à intervenir, mais aussi par l'économie de guerre 1914–1918. Le choc le plus grand cependant vint par la crise des années trente. Le sous-emploi des

travailleurs, des installations, des ressources s'incrusta sans que le jeu de l'offre et de la demande rétablisse automatiquement l'équilibre vers le haut. L'équilibre dans la crise généralisée devint une réalité.

Heurs et malheurs du Keynésianisme

Des théoriciens comme le professeur anglais John M. Keynes ou des praticiens comme la nouvelle administration entourant le président Franklin D. Roosevelt au début 1933, ou même le volontarisme nazi dans sa variante économique (Dr. Hilmar Schacht) ont provoqué la rupture avec la politique du laisser-faire.

Tandis que Hitler imposait son système par la force et l'élitisme, et que la France choisissait la voie de la redistribution et de l'effort solidaires sous le Front populaire, les Anglo-Saxons essayèrent de combiner le maintien de l'économie privée et l'interventionnisme étatique pour relancer les mécanismes endormis. Keynes démontra que l'Etat doit se mettre à la place de la demande privée défaillante par des dépenses financées à crédit. Mais il ne doit pas commander des souliers p.ex. que les particuliers ne peuvent plus s'acheter – la demande privée baisserait encore après une distribution gratuite, et l'Etat se serait définitivement substitué aux agents économiques. L'Etat ne doit donner qu'une impulsion, qu'un premier investissement, qui se multipliera en passant d'une main à l'autre à travers le circuit économique. Pour illustrer cette thèse, Keynes suggéra de remplir le fond d'une mine épuisée par des billets d'argent neufs, de remplir la mine par des ordures de ménage et de permettre aux entrepreneurs de creuser ensuite. Ils achèteront des machines, ils embaucheront du monde et ces dépenses revitaliseront le circuit par un multiple des billets finalement retrouvés. Et tout cela sans que l'Etat concurrence l'industrie privée. On devine que l'armement ou des équipements collectifs surdimensionnés joueront le même rôle...

Cette image un peu caricaturale, fournie par l'inventeur lui-même, nous met en piste pour un bilan de 50 ans de Keynésianisme.

- L'idée de base est bonne, et elle était surtout bonne dans la situation des années trente. Elle a aidé à résoudre la crise aiguë et à résorber les conflits sociaux par un compromis.
- Mais après une période de croissance inouïe, le cynisme de l'image de la mine aux ordures revient en force: Ne dispose-t-on vraiment que de ce seul moyen de relance et de plein-emploi, à savoir d'une politique de gaspillage, de croissance, sans définir des buts, sans proposer un sens sociétal à l'activité de millions d'hommes et de femmes? Et faut-il toujours aider les capitalistes pour sortir le reste de la population des impasses économiques? Ce sont là des critiques venant «de gauche».
- Le Keynésianisme a dérapé, car des industriels menacés par des changements techniques ou de structure réussirent à mobiliser la manne des soutiens étatiques pour esquiver des adaptations aux dures réalités. Des aciéries en Belgique et des chantiers navals en Suède touchent des sub-

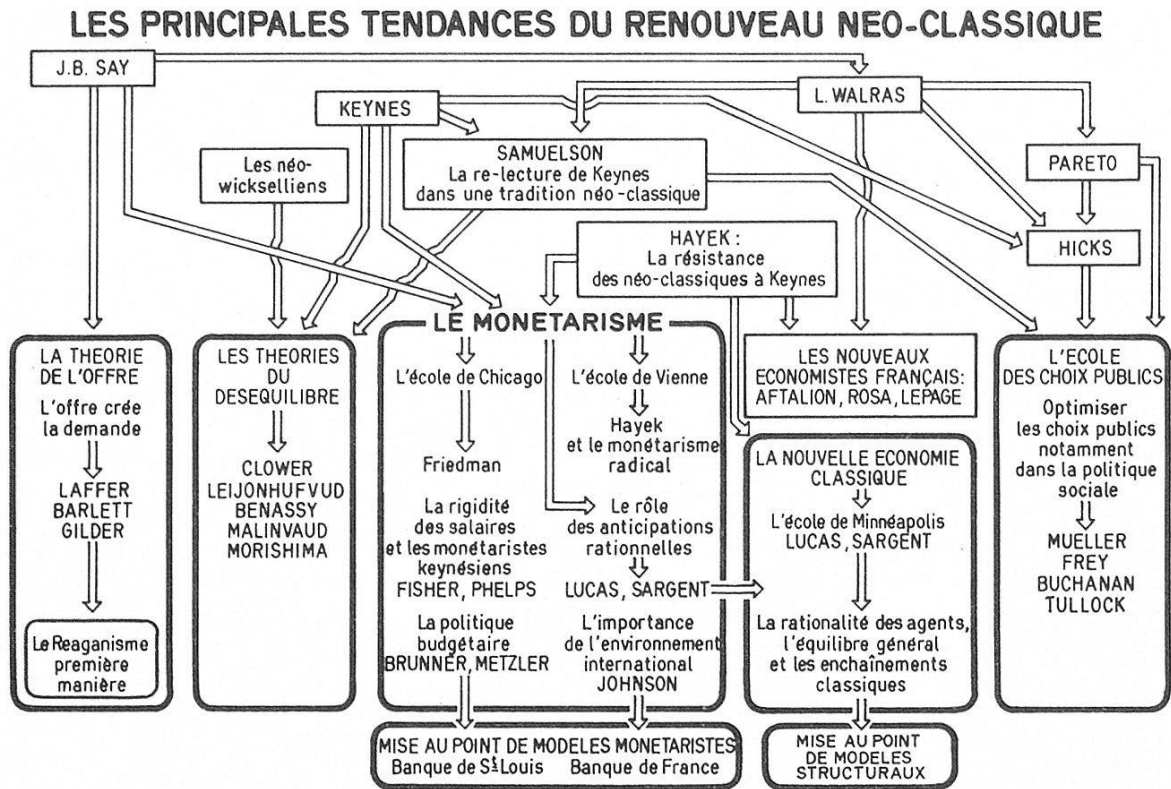
ventions dépassant la somme des salaires qu'ils versent. Les syndicats n'ont que trop manifesté leur accord. En outre, ils en venaient à vivre dans une sécurité trompeuse et à exiger de l'Etat la garantie du plein-emploi. Toutes les rigidités (cartels, politiques de subventionnement, réglementations publiques, organisations économiques et syndicales) formèrent une alliance gigantesque des intérêts en place contre le changement, contre l'effort et contre la productivité. De plus, les gouvernements – de gauche ou de droite – savaient pouvoir s'acheter des succès électoraux à coups de milliards en bonne logique keynésienne, tout en faisant marche arrière si, après les élections, l'inflation montait: «stop and go». C'est là plutôt une critique «de droite».

La stagflation

Les années 1973 à 1980 produisirent le phénomène nouveau d'une crise économique et d'un sous-emploi prolongés dans un climat d'inflation persistante. Quelques explications peuvent être trouvées dans les développements suivants:

- Les productions modernes sont le fruit d'une grande intensité en capital fixe. Si la production fléchit, les coûts fixes dans chaque unité produite montent – les prix montent parce que les ventes diminuent!
 - Le degré de concentration et de cartellisation est devenu si grand que les entreprises peuvent imposer cette logique aux marchés.
 - Les salaires dans les pays industrialisés sont maintenus grâce à l'action des syndicats. Mais s'ils baissaient, les ventes diminueraient encore . . .
 - Les piliers de la croissance de l'après-guerre (voiture, électro-ménager, logement) atteignent un niveau de saturation relative (par rapport au pouvoir d'achat).
 - Les prix des matières premières, tel le pétrole, sont soutenus par de nouveaux cartels internationaux des pays producteurs.
 - La montée des nouveaux pays industrialisés concurrence les productions traditionnelles des vieux continents. Par la prolifération des filiales de sociétés multinationales, un seul marché mondial des biens, du travail et des lieux de production impose des changements structurels.
- L'OCDE, regroupant les pays riches, appela à la relance par des pays locomotives ou par une croissance généralisée de 5,5% (rapport McCracken). Rien n'en fut. C'est devant le constat de l'inefficacité des vieilles politiques de relance keynésienne en pareille situation que l'ancien courant des disciples d'Adam Smith (qui pendant les 50 années de Keynésianisme n'avait pas désarmé et avait gardé chaires et écoles) se réveilla brusquement et retrouva son audience.

Le pedigree néolibéral



(J.-M. Albertini/A. Silem)

Le nouveau courant reprend les trois axiomes d'Adam Smith. Il prône *l'individualisme*, tout en oubliant le développement tentaculaire des organisations économiques, du patronat, des syndicats, des réglementations nécessaires en des sociétés hautement complexes. Est niée aussi toute impulsion, toute théorie de l'action humaine autre que la recherche de l'avantage personnel. *Friedrich August Hayek* cite Auguste Comte, selon lequel «*la maladie éternelle de l'Occident est la rébellion de l'individu contre l'espèce*», mais Hayek y trouve au contraire la santé de l'Occident, sa richesse, sa liberté. Le libéralisme ne peut être codifié, ce serait contre sa nature: «*Le principe fondamental, selon lequel nous nous appuyons partout et autant que possible sur les forces spontanées de la société et que nous recourons aussi peu que possible à des contraintes, peut être varié indéfiniment dans son application.*» Hayek se défend contre ceux qui se prévalent du laisser-faire pour défendre des situations acquises; il refuse le volontarisme des nazis; mais il voit aussi le spectre du totalitarisme dès qu'un gouvernement veut imposer des choix sociaux, organiser des soutiens et des interventions. Pour lui et pour *Milton Friedman*, le système du marché absolu, la propriété privée des moyens

de production et la liberté individuelle dans la démocratie vont indissolublement de pair. La formulation négative de leur théorie est l'équation plan = collectivisme = totalitarisme = pauvreté.

Le nouveau courant base toute son argumentation des mécanismes économiques sur l'observation des micro-unités, donc des entreprises et des individus. Le hasard fait le reste. L'Etat n'a qu'un rôle extrêmement restreint. Milton Friedman lui attribue uniquement les fonctions de garantie de la propriété et des contrats (police et justice), de maintien de la concurrence, de l'émission monétaire et de l'assistance sociale. Par contre, il élimine les fonctions ou réglementations suivantes: politique agricole, commerce extérieur, contrôle des loyers, salaires minimaux, surveillance des prix ou des taux d'intérêt, transports, autorité sur les médias, systèmes de retraites, réglementation des arts et métiers, logements sociaux, armée de milice, monopole des PTT. A l'instar des armées, les hôpitaux, les écoles, la formation professionnelle, les prisons, l'égalité raciale – tout serait abandonné aux forces du marché et abordé selon des considérations d'économie d'entreprise.

Un seul instrument de politique globale reste nécessaire: il faut doter l'économie d'une monnaie. Mais pour éviter toute «politique», l'Etat doit être chargé par la loi de ne faire augmenter la masse monétaire que par un taux établi entre 3 et 5%. Les monnaies des différentes nations doivent s'échanger librement selon l'offre et la demande. Si un pays exagère en créant de la monnaie, il importera trop et sa monnaie – trop abondante à l'étranger – sera immédiatement pénalisée par un fléchissement de son cours. Ainsi une discipline de fer s'installera au niveau mondial et à l'intérieur des nations.

Des disciples ont développé la théorie. Comme on abandonne la stimulation de la demande, on ne s'occupera dorénavant que de l'offre: l'offre de biens et de services doit être développée librement, sans réglementations, sans impôts sur les entreprises, sans déficit public trop gourmand des ressources disponibles. Les entreprises doivent être libérées de toute entrave. Le professeur *Laffer* représentera tout ceci en une courbe qui porte son nom. George *Gilder* dans «Richesse et pauvreté» va plus loin en professant un social-darwinisme général. Les pauvres manquent de volonté, les riches tirent la charrette. Les enfants des pauvres ne fréquentent pas des écoles supérieures? «Chaque classe tend à maintenir des rapports dans son propre milieu». C'est tout. D'autres inventeront l'idée des «bons de formation». Chaque bébé en reçoit un et peut ainsi payer toutes les écoles qu'il voudra au long de son adolescence. Et s'il ne veut pas...tant pis pour lui.

Des éléments de critique

- 1) La société est plus que la somme des individus. Et l'individu est mû par des sentiments autres que ceux de «l'homo oeconomicus» seul. La solidarité, l'entraide, des buts communs non marchands sont le

signe de la société humaine tout comme les impulsions contraires – et c'est le tissu social justement qui en est l'arbitre.

- 2) On ne peut pratiquement jamais remettre le «compteur à zéro» dans une société, sauf par une révolution qui ne ménage pas les libertés individuelles. Une société connaît donc toujours une structure, une histoire. Elle est complexe et tend à s'organiser. Les organisations professionnelles, la défense des intérêts de tous bords en sont la conséquence. La politique est un jeu normal.
- 3) Le système économique est mixte. L'Etat y a acquis une certaine place, les entreprises sont inégales et fortement concentrées, des cartels existent. Des expériences à travers le monde et à travers les âges prouvent que le marché ne signifie pas automatiquement la démocratie, ni la richesse, et il ne doit pas obligatoirement aller de pair avec la propriété individuelle des moyens de productions.
- 4) Les agents économiques entrent dans les marchés sans être égaux. Dès le départ, des différences existent.
- 5) La crise écologique montre les limites d'un système économique en expansion libre et indéterminée et qui affecte les équilibres globaux de la vie. L'épuisement des ressources et leur dégradation, même imminents, ne peuvent pas se traduire spontanément et en temps opportun, dans le système des prix. Les ressources les plus importantes, comme l'air, n'ont même pas de prix.
- 6) L'homme ne réagit pas toujours d'une manière rationnelle. Les systèmes de valeur qui le guident sont subjectifs, émotionnels. Le bien-être n'augmente pas la perspicacité et la raison.
- 7) Les «succès» du gouvernement Reagan (entre 1981 et 1984) ne sont pas dus à une politique néo-libérale. En effet, les taux d'intérêt élevés (à la suite de la politique monétaire stricte) ont perturbé les flux d'argent internationaux, ruiné des exportateurs américains, creusé des pertes énormes par des importations. L'effet de relance, qui, il est vrai, a absorbé quelques pour-cent de chômage, provient exclusivement ou presque du montant record du déficit public (égal à 6% du produit national, ce qui équivaldrait en Suisse à des paquets de relance annuels de 14 milliards de déficits pour la seule Confédération ...). Ce déficit trente fois supérieur à celui de la Suisse est financé par les capitaux étrangers affluant grâce aux taux élevés vers les Etats-Unis. Il est donc supporté par une ponction sur la richesse des autres, y compris des pays endettés. Parce que les USA émettent la monnaie-étalon du globe, ils peuvent agir ainsi – pour une certaine période. Si la confiance se perd, comme après la guerre du Vietnam, financée par des dépenses énormes, les flux se renversent.
En Angleterre, la part de l'Etat au produit national a augmenté de 44% à environ 50% sous les gouvernements de M^{me} Thatcher. La crise et le sous-emploi délibérément entretenus ont réduit les rentrées des impôts et ont accru les charges.
- 8) Le pouvoir en matière de politique économique se déplace du Parle-

ment vers les banques nationales. C'était le Parlement qui débattait autrefois des budgets de relance, des travaux à entreprendre, des politiques de prix. C'est aujourd'hui la Banque Centrale qui guide l'activité par le contrôle de la création monétaire, et ce sont les banques privées – se refinançant auprès de la Banque Centrale – qui distribuent le crédit rationné! Elles planifient les investissements en choisissant entre les débiteurs potentiels: une nouvelle usine? des crédits pour la spéculation immobilière? pour investir à l'étranger? Aucun référendum n'est possible...

Des éléments de réflexion

- a) Le Keynésianisme en tant que relance par la demande ne peut être mis en œuvre indéfiniment, notamment pour des raisons écologiques. Un mouvement ouvrier et social doit donner une réponse plus convainquante à la question du sens de l'activité économique humaine. Les effets sur l'emploi des nouvelles techniques et la saturation de certains marchés tout comme l'obligation de laisser se développer une partie de la production dans les pays du tiers monde nous amènent à repenser la durée du travail et le sens du travail.
- b) L'Etat présente des traits oppressifs et ne peut être considéré comme un salut en lui-même. Ce ne sont pas les quelques réglementations globales qui nous gênent (aménagement du territoire, politique de formation, politique sociale, de plein-emploi...), mais les excès de police, de contrôle des données personnelles, la censure, etc.
- c) L'Etat se supplante à des relations non-marchandes comme aux soins des personnes âgées en famille. Il risque de devenir un Etat clientélaire et de promouvoir une intervention globale: parce que l'assurance-feu est obligatoire, on ne doit pas réparer les fils électriques soi-même au bénéfice des arts et métiers.
- d) Pour éviter la sclérose, des organisations existantes doivent pouvoir être repensées et même dissoutes. Le désir de décentraliser est commun aux néo-libéraux et à la gauche alternative. Nouvelles alliances à repenser? Avec les arts et métiers contre les trusts? Pour un nouveau droit foncier qui n'étrangle ni les familles, ni le petit commerce, ni les paysans? Si nous approuvons l'organisation sociale et étatique de certaines tâches, il n'en reste pas moins que la délégation des pouvoirs à certains crée une élite de mandataires. Comment les contrôler en société complexe, comment éviter l'oligarchie? (Michels).
- e) Les hommes naissent égaux en droits, mais pas en faculté de travailler, de savoir, de vouloir. Voulons-nous un Etat social rétablissant une certaine égalité des chances ou administrant l'égalité tout court, dans les résultats? La prise sur le tas ou le salaire-rendement?
- f) Nous avons financé l'Etat social par des pour-cent de salaire, donc par le renchérissement du travail. Pourrait-on penser un système qui

ne taxe pas l'entreprise, tant qu'elle garde la valeur-ajoutée dans ses réserves, mais qui frappe tout revenu – et progressivement – qui est sorti de l'unité productrice (revenus, dividendes, gains de capital)?

g) En Suisse nous vivons en régime mi-keynésien, mi-néo-libéral. En effet, les creux de 1975–78 et de 1983 ont été abordés par des programmes de relance (4 et 0,7 milliards), sur demande de l'Union syndicale suisse notamment. Après l'épuisement de ces crédits, la part de l'Etat au produit national est redescendue de 28,2 à environ 26–27%; le Keynésianisme suisse est dosé, réversible et crédible. En outre, la Suisse connaît un secteur public et un système d'assurances sociales efficaces et peu coûteux – comparés avec l'étranger. Des politiques-cadres comme l'aménagement du territoire, les transports, l'énergie, l'environnement, sont encore bien en-deçà des tâches qui les attendent.

Par contre, le néo-libéralisme vient d'ouvrir des brèches. Dès 1975, la Banque nationale suisse mène une politique monétaire très stricte et l'article constitutionnel de 1976 sur la conjoncture n'est guère utilisé par le gouvernement et le Parlement. Le franc renchérit trop et, en 1978, il a mis en danger toute l'économie d'exportation. Les finances publiques sont attaquées, le système social décrié. Des baisses d'impôts sont accordées au plan fédéral aux entreprises (1978) et dans les cantons et les communes à peu près à tout le monde. Des référendums frappent l'article conjoncturel (1975), la 9^e révision AVS (sans succès), la garantie contre les risques à l'innovation (1985). Le personnel fédéral est plafonné depuis 1972. Par rapport aux planifications initiales (optimistes), environ 5 milliards de francs sont économisés dans les domaines sociaux. Par contre, le principe de l'efficacité ne vaut pas pour le 2^e pilier, où 18 000 caisses différentes accumulent 12 milliards par an, sans garantir le libre-passage intégral aux salariés dont on réclame une mobilité accrue.

Devant tout ceci, notre mouvement adoptera une attitude différenciée. Nous sommes les champions de la mesure vis-à-vis des fondamentalistes simples du néo-darwinisme libéral. Cependant, des réformes s'imposent et la lutte devra être menée âprement.

Le livre de Pierre Rosanvallon soulève beaucoup de ces questions et fournit des éléments de réponse. Cependant, le mouvement syndical doit trouver une stratégie cohérente et convainquante. Une langue de bois ne suffit pas pour réfuter le néo-libéralisme.

Sources:

- J.-M. Albertini/A. Silem, «Comprendre les théories économiques», 2 tomes, coll. «points», Ed. du Seuil, 1983
 Friedrich August Hayek, «La route de la servitude», 1981 en fr.
 Milton Friedman, «Capitalisme et liberté», 1962
 Pierre Rosanvallon, «La crise de l'Etat-providence», coll. «points», Ed. du Seuil, 1981